

lundi, 04 mai 2015 01:45

Syrie: à quoi ressemble la capitale de Daesh?



IRIB- La ville syrienne de Raqqa, prise par l'État islamique, en mars 2013,

est, pratiquement, fermée depuis, pour le monde extérieur, et vit, selon ses propres lois, qui se distinguent, foncièrement, de celles en vigueur, dans le reste du pays.

Les extrémistes l'ont, en effet, proclamée capitale de leur "califat". Des milliers de mercenaires, qui attaquent, de temps à autre, les provinces voisines, sont basés à cet endroit. Et les conditions de vie, pour les civils, sont devenues intenable.

L'un des habitants, qui a demandé de taire son nom, pour des raisons de sécurité, et de l'appeler, simplement, Omar, a accepté de parler à un correspondant de RIA Novosti, sur la vie à Raqqa, sous le joug de l'État islamique.

Une ville fermée

Selon Omar, il est très difficile, pour les habitants, de sortir de la ville. "J'ai reçu une prescription médicale, pour aller, dans notre hôpital local, où la commission appartenant à l'EI a donné un certificat, sur mon état de santé. Ensuite, je suis allé, dans un établissement, délivrant les documents, pour quitter la ville. J'ai été autorisé à partir, pour recevoir des soins", explique-t-il.

Omar a noté que les hommes de moins de 35 ans recevaient, très rarement, une autorisation de quitter la ville. Et lorsqu'une femme souhaitait le faire, elle devait être accompagnée par son mari, son père ou son frère.

Des postes de contrôle de l'EI sont déployés autour de Raqqa. Le premier et le plus important d'entre eux se trouve, immédiatement, à la sortie. Les locaux l'appellent Al-Qaria, (village). Les islamistes arrêtent les bus et prennent les passeports de ceux qui quittent Raqqa: "Vous partez rejoindre les

infidèles", se voient notifier les passagers.

Les règles islamistes

Omar se souvient qu'après l'arrivée de l'EI, dans la ville, la vie a, rapidement, changé. Dès les premiers jours, les extrémistes ont détruit tous les sanctuaires et monuments, ont exécuté des habitants, qui refusaient de se soumettre ou cherchaient, simplement, à objecter. Ils ont fermé tous les établissements scolaires et annoncé la création de leur propre système d'éducation, basé sur l'Islam radical.

"Sur leur ordre, tous les magasins doivent, dorénavant, être fermés, à une demi-heure de la prière. Ceux qui sont attrapés, dans la rue, pendant la prière, sont, violemment, battus", ajoute Omar.

Les chefs locaux ont instauré leur propre système fiscal: après les récoltes de blé et de coton, des émissaires de l'EI viennent récolter l'argent, affirmant que c'est un "don au nom de Dieu". Les mêmes "dons" sont obligatoires, pour l'utilisation du téléphone, de l'électricité et de l'eau.

Avant l'arrivée des islamistes, à Raqqa, la médecine était gratuite, comme partout ailleurs, en Syrie. "Jusqu'à présent, le ministère de la Santé approvisionnait l'hôpital municipal central avec tous les médicaments nécessaires, par le biais du Croissant rouge", affirme Omar.

Mais l'EI a imposé ses propres règles. Désormais, toute attestation médicale coûte 200 livres syriennes, (environ 1 euro), et les soins coûtent, extrêmement, cher.

Des devoirs sans droits

Bien évidemment, les droits de l'Homme n'existent, pas dans le "califat". Selon Omar, par exemple, les islamistes ne considèrent pas les femmes comme des êtres humains.

"Cela arrive à un point qu'on traite une femme de "déchue", si sa burqa n'est pas de couleur noire", dit-il. Tout en sachant que le "jihad sexuel" prospère. Omar a expliqué que toutes les femmes, entre 8 et 40 ans, qui plaisaient aux Jihadistes, étaient, de facto, transformées en esclaves sexuelles.

Mais il y a, également, celles qui choisissent, délibérément, le "Jihad féminin". D'après Omar, les femmes esclaves sont supervisées par une Britannique, ancienne chanteuse de rock.

Raqqa attend d'être libérée

Omar affirme que la plupart des habitants de Raqqa n'apprécient, évidemment, pas les règles imposées par l'EI. Ils attendent d'être sauvés, ils comptent sur l'arrivée de l'armée syrienne et le retour à la vie normale. Même les représentants des tribus locales, qui étaient, initialement, favorables aux islamistes, ont compris qu'ils avaient commis une erreur.

Le gouvernement syrien n'abandonne pas les habitants de la ville. Comme il a, déjà, été mentionné, des médicaments parviennent à y entrer. De plus, sur ordre du gouvernement, tous les fonctionnaires du pays, indépendamment du territoire où ils se trouvent — contrôlé par Damas ou occupé par les terroristes — reçoivent un salaire mensuel d'environ, 70 euros.